

ARRETE N° 886 / 2025

Demande déposée le 12/08/2025	
Par :	ANTON STEPHANE
Demeurant à :	6, IMPASSE JEAN FERRAT LE CALVAIRE 13790 ROUSSET
Sur un terrain sis à :	6, IMPASSE JEAN FERRAT LE CALVAIRE 13790 ROUSSET AD 0304
Nature des Travaux :	MODIFICATION D'UNE AUTORISATION EN COURS DE VALIDITE : MODIFICATION DES DIMENSIONS ET DE L'EMPLACEMENT DE LA PISCINE ET L'EMPLACEMENT DU LOCAL TECHNIQUE (1.2l*1.6L*1.9h).

N° DP 013 087 24L0100 M01

Surface de plancher
CREEE : 0 m²

Si dossier modificatif
Surface de Piscine
antérieure : 17.60 m²

Surface de Piscine
TAXABLE : 13.52 m²

Le Maire de la Ville de ROUSSET

VU la déclaration préalable présentée le 12/08/2025 par ANTON STEPHANE,

VU l'objet de la demande :

- Pour MODIFICATION D'UNE AUTORISATION EN COURS DE VALIDITE : MODIFICATION DES DIMENSIONS ET DE L'EMPLACEMENT DE LA PISCINE ET L'EMPLACEMENT DU LOCAL TECHNIQUE (1.2l*1.6L*1.9h),
- Sur un terrain situé 6 IMPASSE JEAN FERRAT LE CALVAIRE 13790 ROUSSET,
- Pour une surface de piscine créée de 13.52 m² au lieu d'une surface initiale de 17.60 m² et création d'un local technique de 1.96 m²,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 05 décembre 2024,

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles relatif aux mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait/gonflement des argiles approuvé par arrêté préfectoral en date du 26/07/2007,

VU la situation du terrain en zone UDa1,

- Considérant que le projet MODIFICATION D'UNE AUTORISATION EN COURS DE VALIDITE : MODIFICATION DES DIMENSIONS ET DE L'EMPLACEMENT DE LA PISCINE ET L'EMPLACEMENT DU LOCAL TECHNIQUE (1.2l*1.6L*1.9h),

ARRETE

Article 1 : La présente Déclaration Préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition. Vous pouvez commencer vos travaux.

Article 2 : Les travaux autorisés précédemment, à savoir suppression de l'auvent, ravalement des façades, rénovation de la toiture, changement du portail et rénovation du mur de clôture, reste inchangés.

ROUSSET, le **25 AOUT 2025**



Le Maire,

Pour le Maire,
Adjoint Délégué

Philippe PIGNON.

25 AOUT 2025

Date d'affichage au service urbanisme :

NOTA BENE 1 : Le terrain est en zone sismique 2 (faible), le projet doit être réalisé dans le respect des règles de construction parasismiques Eurocode 8.

NOTA BENE 2 : La présente autorisation est le fait générateur de taxes d'urbanismes et de la redevance archéologie. Les avis d'imposition correspondant seront adressés par le Trésor Public au pétitionnaire.

NOTA BENE 3 : Le projet est situé en zone faiblement à moyennement exposé (B2) du Plan de Prévention des Risques Naturels et Prévisibles liés aux mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait/gonflement des argiles approuvé par arrêté préfectoral en date du 26/07/2007. Ce PPR est consultable en Mairie et le respect des prescriptions de son règlement pour les nouvelles constructions est obligatoire.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de **TROIS ans** à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle une déclaration préalable tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prorogée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être soit adressée au maire par pli recommandé, avec accusé de réception postale, soit déposée en mairie contre décharge.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.